



CONVENTION N° T-2025-..

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS
AUX ORGANISMES DE DROIT PRIVE

ENTRETIEN ET VALORISATION DU SITE LA CAYENNE A SAINTE-ROSE

Bénéficiaire : Association Culturelle Nord-Est Réunionnaise (ACNER)

Chapitre 65 (subvention de fonctionnement)	Montant : 77 000,00€
Chapitre 204 (subvention d'investissement)	Montant : €

Autorité responsable de l'attribution de la subvention :

- Monsieur le Président de la CIREST

Service chargé du suivi de l'instruction :

- Direction Stratégie Touristique et Attractivité du Territoire

Service chargé du mandatement :

- Service comptabilité de la CIREST

Ordonnateur de la dépense :

- Monsieur le Président de la CIREST

Comptable assignataire :

- Monsieur le Comptable du SGC de Saint-André

- VU** L'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte rendu financier prévu par l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- VU** Le dossier de demande de financement présenté par le bénéficiaire, **Association Culturelle Nord-Est Réunionnaise (ACNER)** ;
- VU** Les crédits inscrits au chapitre 65 (*subvention de fonctionnement*) du Budget 2025 de la CIREST ;
- VU** La délibération du Conseil Communautaire en date du (**Affaire n°**) relative à l'attribution d'une subvention à **l'Association Culturelle Nord-Est Réunionnaise**.

SUR Proposition de Monsieur le Directeur Général des Services de la CIREST,

ENTRE

La Communauté Intercommunale Réunion Est, sise au 28 rue des Tamarins, Pôle Bois de Saint-Benoît, 97470 SAINT-BENOIT,
Représentée par son Président, Monsieur Patrice SELLY

D'une part,

ET

L'Association Culturelle Nord-Est Réunionnaise, sise aux 3 chemins Gallias, Sainte-Anne, 97441 SAINT-BENOIT,
Représentée par son Président, Monsieur Thomas PICARD,
Numéro SIRET : 923 929 012 00014

D'autre part,

IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

PRÉAMBULE :

Le site de la Cayenne à Sainte-Rose est un site très populaire, un accès facile et très prisé par les pique-niqueurs du dimanche. Le site La Cayenne invite à la détente. La vue sur l'océan est magnifique, qu'il convient de garder à tout prix. Le site ne se limite pas à l'océan, plusieurs kiosques sont disponibles, il est également possible de se « poser » le long de l'océan à l'ombre des vacoas. .

Dans la continuité de ces aménagements et afin de garantir l'entretien et la valorisation de ce site, l'Association Culturelle du Nord-Est Réunionnais (ACNER) spécialisée dans la préservation de la biodiversité et du développement durable, propose à l'Intercommunalité de mettre en place un plan d'actions qui s'articule autour de plusieurs axes : suppression des plantes envahissantes par des apports de plantes endémiques, et l'association des partenaires comme le GHAP pour la fourniture de plantes endémiques et médicinales.

L'association ACNER mettra en valeur toutes ces espaces naturels de pique-nique et de balade.

La participation financière de la CIREST pour ces opérations d'entretien et de valorisation est de **77 000,00 euros**.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention correspond aux différentes charges non subventionnées, et évaluées à **77 000,00** euros pour l'année 2025.

ARTICLE 2 : MONTANT DE LA SUBVENTION

La CIREST contribue financièrement pour un montant maximal de **77 000,00 euros**.

ARTICLE 3 : DURÉE DE LA CONVENTION

Elle sera effective à compter du 1^{er} septembre 2025 jusqu'au 30 septembre 2026

ARTICLE 4 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de cette subvention, qui sera imputée sur le chapitre 65, interviendra selon les modalités suivantes :

- une avance de **40 %**, à la signature de la présente convention ;
- un acompte de **40%**, sur présentation :
 - ⇓ d'un bilan qualitatif intermédiaire assorti d'un état de dépenses signé par le Président de l'Association permettant de justifier de la réalisation des dépenses éligibles prévues dans la convention ;
- : Un acompte de 15% sur présentation d'un bilan
- un solde de **5%** sur présentation :
 - **d'un état de dépenses** signé par le Président de l'association permettant de justifier de la réalisation des dépenses éligibles prévues dans la convention ;

- ▣ des factures correspondantes ;
- ▣ d'un **compte-rendu qualitatif et financier** de l'action subventionnée conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059) (parties 6-1 à 6-3 du dossier de demande de subvention pages 14 à 16),
- ▣ du **dernier rapport annuel d'activité approuvé**,

La demande de paiement du solde devra être déposée au plus tard dans les six mois qui suit la clôture de l'exercice au cours duquel la subvention a été allouée.

La CIREST se libérera des sommes dues par mandatement dans les délais réglementaires, en créditant le compte ouvert au nom de **l'Association Culturelle Nord-Est Réunionnaise**.

ARTICLE 5 : ELIGIBILITÉ DES DÉPENSES

Les dépenses éligibles sont celles réalisées dans le cadre des actions citées à l'article 1 de la présente convention.

ARTICLE 6 : ENGAGEMENTS PARTICULIERS DU TITULAIRE

Le versement des sommes dues au titre de la présente convention est subordonnée à la réalisation de l'opération définie à l'article 1.

Par ailleurs, **l'Association Culturelle Nord-Est Réunionnaise**, s'engage :

- A mettre en place l'ensemble des moyens requis (assurance, assistance médicale, obtention des autorisations si besoin et respect des conditions d'exécution au regard de la réglementation en vigueur dans le domaine,...) pour assurer l'accueil du public et le bon déroulement des manifestations mentionnées ci-avant ;
- A informer la CIREST du commencement d'exécution de l'action ;
- A informer sans délai la CIREST de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournir la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire ;
- En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe l'Administration sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- A déposer la demande de paiement du solde accompagnée du compte-rendu qualitatif et financier, dans les 6 mois maximum à compter de la clôture de l'exercice de réalisation de l'action, sous peine de réduction voire d'annulation de la subvention ;
- A informer le public, notamment lors des contacts avec la presse, sur le rôle financier de la CIREST au titre de la présente convention. Ainsi, l'ensemble des documents ou tout autre support de communication lié à la présente opération devra faire apparaître le logo de la CIREST. A défaut de respect de cet engagement, la CIREST se réserve le droit de réviser à la baisse le montant de la subvention à verser.

ARTICLE 7 : REVERSEMENT ET RÉSILIATION

En cas d'exécution partielle du programme, la CIREST se réserve le droit d'interrompre le versement de la subvention accordée. En fonction des éléments fournis, il pourra être procédé au mieux à un versement calculé au prorata des dépenses éligibles réellement acquittées.

Au cas où le contrôle prévu à l'article 8 ferait apparaître que tout ou partie des sommes versées ont été utilisées à des fins autres que celles prévues, la CIREST exigera le reversement des sommes indûment perçues.

Le reversement total ou partiel de l'aide, ou l'interruption du versement, peut être décidé par la CIREST, lorsque le bénéficiaire ne souhaite plus poursuivre le programme et sollicite la résiliation de la présente convention. Il s'engage à en informer la CIREST pour permettre la clôture de l'opération.

Toute demande de modification relative au contenu technique du programme devra être adressée à la CIREST, et devra être acceptée préalablement à toute exécution. Dans le cas contraire, la CIREST interrompra le versement de la subvention accordée.

La présente convention pourra être modifiée avec l'accord des parties par voie d'avenant.

Le reversement des sommes perçues sera effectué par le titulaire dans les trois mois qui suivent la réception du titre de perception émis par la CIREST.

ARTICLE 8 : CONTRÔLE ET RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

La CIREST se réserve le droit de procéder au contrôle de l'utilisation des fonds par toute personne dûment mandatée à cet effet par le Président de la CIREST. A cet effet, le bénéficiaire s'engage à se soumettre à tout contrôle sur pièces et sur place.

L'aide financière apportée par la CIREST dans le cadre de la présente opération, ne peut entraîner de responsabilité à aucun titre que ce soit, pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable au titulaire ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

Tout différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention, et qui n'aura pu être résolu à l'amiable, sera porté devant le Tribunal Administratif de Saint-Denis de la Réunion.

ARTICLE 9 : EXÉCUTION

Monsieur le Directeur Général des Services de la CIREST et Monsieur le Comptable du SGC de Saint-André sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent acte dont une ampliation sera adressée au bénéficiaire de la présente convention.

ARTICLE 10 : ANNEXES

La pièce suivante est annexée au présent acte :

- Délibération relative à l'octroi de subvention ;
- Modèle d'état de dépenses.

Fait à, le

**Le Président de l'Association
Culturelle Nord-Est Réunionnaise**
(Nom et qualité du signataire +cachet)

Fait à Saint-Benoît, le

Le Président de la CIREST